

Un apport accru en ressources financières et humaines : élément non négociable d'une rentrée scolaire en toute sécurité

Nous savions depuis six mois que cette journée finirait par arriver. De nombreux membres du STTP ont déjà pris la pénible décision d'envoyer leurs enfants à l'école au cours des prochaines semaines. Depuis des mois, nous savons aussi ce qui sera nécessaire à la sécurité de tous dans les écoles publiques. Nous saluons les efforts hors du commun déployés par l'ensemble des enseignantes et enseignants, éducatrices et éducateurs, responsables de garde, membres du personnel de soutien, conductrices et conducteurs d'autobus, commissaires et conseils scolaires progressistes, autorités sanitaires et travailleurs et travailleuses de la santé, qui, toutes et tous, font de leur mieux, en dépit de circonstances extrêmement difficiles, pour que tout soit prêt pour la rentrée. Et malgré tous ces efforts, de nombreux gouvernements n'en font tout simplement pas assez pour veiller à ce que la rentrée soit la plus sécuritaire possible.

De nombreuses administrations scolaires ont pris d'importantes mesures de sécurité. Dans certains cas, on a réduit la taille des classes et modifié les horaires. De plus, le mouvement dans les classes sera limité. À l'école, les élèves, les membres du corps enseignants et les autres membres du personnel seront nombreux à devoir porter un masque, ou tout autre équipement de protection personnelle, et suivre à la lettre une routine de nettoyage.

Malgré toutes ces mesures, les efforts visant une rentrée en toute sécurité seront compromis par un financement public gravement déficient. Bien des classes auront un nombre d'élèves trop élevé pour permettre une distance de deux mètres entre chacun d'eux. Les activités physiques et les activités parascolaires risquent d'être réduites au minimum, ce qui sera difficile pour les enfants actifs. Étant donné la contrainte de distanciation physique, il sera sans doute difficile de fournir le soutien nécessaire aux enfants ayant des besoins spéciaux. Les parents pour qui des heures prolongées au service de garde sont nécessaires risquent de se retrouver devant une pénurie de places. On craint aussi le peu de distance physique à bord des autobus, ce qui accroît les risques pour les élèves et les conducteurs et conductrices.

Les gouvernements doivent allouer plus de fonds pour accroître le nombre d'enseignantes et d'enseignants, d'éducatrices et d'éducateurs, de responsables de garde, de travailleuses et de travailleurs de la santé et de conductrices et de conducteurs d'autobus ainsi que le nombre d'autobus. De plus, ils doivent s'engager à réduire la taille des classes et imposer un nombre maximal d'élèves par classe (et non une moyenne par classe) en conformité avec les directives de la santé publique. Pourquoi peut-on imposer un nombre maximal de clients dans un magasin et en même temps autoriser les classes à accueillir un nombre d'élèves trop grand pour permettre une distance sécuritaire entre eux? Les gouvernements doivent financer de A à Z les travaux de mise à niveau des systèmes de chauffage et de ventilation dans toutes les écoles et veiller à la sécurité des élèves et des conductrices et conducteurs à bord des autobus. Certaines municipalités ont même proposé des espaces publics supplémentaires aux écoles qui manquent d'espace. Ne refusons pas une telle offre!

Une rentrée sécuritaire et équitable doit aussi tenir compte des services de garde. La pandémie a fait ressortir la crise des services de garde à l'échelle nationale, et elle a souligné le lien direct entre l'accès à ces services et l'égalité des femmes. Les gouvernements doivent prévoir un financement substantiel et soutenu pour aider les parents à reprendre le travail et soutenir le secteur des services de garde afin que les jeunes enfants évoluent dans un environnement sécuritaire.

.../2

Nous saluons la récente annonce du gouvernement fédéral d'octroyer 2 milliards \$ à la sécurité de la rentrée scolaire, et 112 millions \$ aux écoles en milieu autochtone. Ces fonds doivent être considérés comme un ajout et non un substitut à toute autre aide financière. Nous interpellons les gouvernements pour qu'ils utilisent immédiatement ces fonds à bon escient. Au lieu de jeter le blâme sur les syndicats, les gouvernements, surtout les provinces, dont l'inaction a donné lieu à la situation actuelle, se doivent d'octroyer aux écoles publiques des montants beaucoup plus substantiels pour que la rentrée se déroule en toute sécurité.

Le sous-financement des écoles publiques crée un système à deux paliers qui est favorable aux bien nantis au détriment des autres, et cette situation nous préoccupe. Bien des parents n'ont d'autre choix que d'envoyer leurs enfants à l'école. Et cette absence de choix aura des conséquences disproportionnées sur les femmes, les travailleurs et travailleuses de l'économie des petits boulots, ceux et celles qui occupent un emploi précaire et les populations marginalisées. Tout le monde souhaite ce qu'il y a de mieux pour son enfant. On peut donc difficilement blâmer les parents qui tentent de trouver une solution de rechange pour la sécurité de leur enfant, et à qui les gouvernements n'offrent pas de solution. Il faut éviter de monter les parents les uns contre les autres. Ce système d'éducation à deux paliers est le résultat direct de l'échec des gouvernements, qui n'ont pas de solutions équitables à proposer au réseau public d'éducation pour qu'il réponde aux besoins des enfants, des parents et des travailleurs et travailleuses.

Si les autorités sanitaires veulent que les enfants subissent un test de dépistage de la COVID-19 et qu'ils soient isolés lorsqu'ils ne se sentent pas bien, nous devons tenir compte des répercussions sur les autres membres de la famille. L'effet de domino sur la société risque d'être gigantesque. Qu'arrivera-t-il aux autres élèves de la classe, à leurs frères et sœurs? Aux enseignantes et enseignants? Aux parents? Aux collègues de travail des parents? Combien devront être isolés et subir un test de dépistage? Les membres du STTP sont nombreux à bénéficier de droits prévus dans les conventions collectives conclues avec Postes Canada, mais des problèmes sont à prévoir. En effet, bien des travailleurs et travailleuses ne bénéficient d'aucune disposition en matière de congé, et leur emploi est bien peu protégé. Les parents seront-ils en mesure d'isoler leur enfant ou de lui faire subir un test de dépistage s'ils n'ont aucun soutien, s'ils risquent de perdre leur emploi ou que l'aide financière des prestations d'urgence du gouvernement est insuffisante? Qu'arrivera-t-il s'ils ne sont même pas admissibles à ces prestations?

Le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes se porte à la défense des enfants et de leurs parents, des enseignantes et enseignants, des éducatrices et éducateurs, des responsables de garde, du personnel de soutien, des conductrices et conducteurs d'autobus et de leurs syndicats, des commissaires et conseils scolaires progressistes, des travailleurs et travailleuses de la santé et de tous les autres qui déploient toute leur énergie pour que la rentrée scolaire se déroule en toute sécurité.

La situation de la COVID-19 n'offre aucune garantie. Bien des gens font tout ce qu'ils peuvent, mais un manque criant de fonds vient entraver leurs efforts en cette période critique. En fin de compte, la décision de financer correctement et de manière équitable une rentrée sécuritaire revient au gouvernement. Si l'on juge une société par la manière dont elle traite ses membres les plus vulnérables, alors les gouvernements sont ceux que nous devons tenir responsables d'avoir laissé tomber les enfants, les parents et le milieu scolaire. Nous ne pouvons pas permettre qu'une telle situation se produise. La rentrée ne sera sans doute pas normale, mais nous devons à tout le moins veiller à ce qu'elle se déroule en toute sécurité.

Voici ce que vous pouvez faire :

- Appelez votre députée ou député provincial pour lui faire savoir que vous tenez à ce que le gouvernement assure le financement complet d'une rentrée scolaire sécuritaire;
- Soyez à l'affût des actions, en ligne ou dans votre région, visant à appuyer les enseignantes, enseignants, responsables de garde, personnel de soutien des écoles, conductrices et conducteurs d'autobus, travailleurs et travailleuses de la santé et leurs syndicats;
- Utilisez le mot-clic #SeptembreSécuritaire dans vos messages sur les réseaux sociaux.